

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/177

11 avril 2001

(01-1831)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

Original: anglais

## SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

### Déclaration de l'Inde

1. Nous partageons la satisfaction exprimée par d'autres délégations concernant les progrès accomplis au cours de la première phase des négociations. Nous notons que 44 propositions ont été présentées par 125 Membres durant cette phase. Il est également encourageant de constater que de nombreux pays en développement ont participé activement aux discussions portant sur ces communications au cours des six sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture.
2. Dans une organisation comptant 140 membres, représentant tous les stades de développement économique qu'il est possible de concevoir, il va presque de soi qu'aucune proposition ne pourra jamais répondre complètement à tous les besoins spécifiques aux pays, ni aux aspirations de l'ensemble de la communauté mondiale. Parallèlement, les propositions des pays doivent non seulement dépasser les préoccupations nationales, mais aussi respecter et prendre en considération les besoins en matière de développement et les besoins sociaux des autres pays et régions, et dégager les éléments communs qui nous ont, initialement, amenés à la table des négociations multilatérales. Je suis vraiment heureux de constater que les propositions présentées par les délégations nationales reflètent pleinement cette approche - qui consiste à identifier les questions pour lesquelles il y a convergence de vues et pour lesquelles il convient de chercher à mieux conjuguer nos efforts.
3. Les propositions qui ont été présentées ont également montré clairement quelles sont les préoccupations de tous les pays et ont souligné les spécificités et les caractéristiques particulières de l'agriculture ainsi que les différentes sensibilités en jeu. Nous avons pris acte des très sérieuses préoccupations exprimées par plusieurs pays en développement en ce qui concerne le caractère inéquitable de l'Accord actuel et la nécessité de poursuivre les réformes tout en éliminant les distorsions des échanges causées par les pays développés.
4. Les pays en développement, pendant les six années de mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, ont subi les effets négatifs des politiques faussant les échanges appliquées par les pays développés, qui ont fragilisé les moyens de subsistance de leurs populations et fait obstacle à leurs exportations de produits agricoles.
5. Cela étant, nous sommes convaincus que la deuxième phase des négociations va traiter de manière directe les distorsions causées par les niveaux élevés de soutien et par les politiques protectionnistes suivies par de nombreux pays développés. Il ne s'agit ni d'adopter une approche ambitieuse, ni d'établir une condition préalable aux négociations. Nous souhaitons également souligner qu'il est nécessaire de formuler le traitement spécial et différencié accordé pour les pays en développement d'une façon qui permette de réellement le mettre en œuvre, et non plus sous forme d'une clause de l'effort maximal. Les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient faire partie intégrante du processus de négociation, afin de permettre aux pays en

développement de traiter leurs considérations spécifiques, telles que la sécurité alimentaire et la protection des moyens de subsistance, tout en réformant le commerce des produits agricoles.

6. Il est plus ou moins démontré que l'Accord de Marrakech, bien que très prometteur, n'a pas donné les résultats escomptés. Nous pensons que ce décalage entre les attentes et les résultats est dû dans une large mesure aux ambiguïtés et au manque de rigueur des engagements de réduction prévus par l'Accord, ce qui a permis à certains pays Membres de les contourner. Il est essentiel de corriger les ambiguïtés et les imperfections inhérentes à l'Accord sur l'agriculture pour améliorer la mise en œuvre des engagements. Ces imperfections affaiblissent la confiance du public envers le caractère intangible du résultat des négociations, ainsi que la motivation à poursuivre un processus de réforme inéquitable en assumant de nouvelles obligations.

7. Dans le monde d'aujourd'hui, où la pluralité des institutions dans la société civile est une réalité planétaire, les futures négociations de l'OMC sur l'agriculture ne pourront résister aux critiques du public et obtenir un soutien plus large que si les résultats des négociations sont justes et équitables et s'ils sont respectés, observés et mis en œuvre de bonne foi par tous les Membres.

8. Nous insistons sur le fait qu'il faudra faciliter une participation tout aussi active des pays en développement à la deuxième phase, par la mise en place de meilleurs moyens logistiques pour les réunions et grâce aux travaux techniques devant être effectués par le Secrétariat.

9. Pour terminer, je voudrais m'associer aux précédents intervenants et vous féliciter pour l'excellent travail que vous avez accompli pour mener à bien la première phase des négociations. Nous adressons également nos meilleurs vœux de réussite au nouveau Président, et espérons que la deuxième phase du processus de réforme aboutira à un résultat tout aussi satisfaisant.

---